

Composer avec l'État : voies d'engagement des jeunes diplômés dans l'agriculture au Maroc

El Hassane Abdellaoui¹
Zakaria Kadiri^{2,3}
Marcel Kuper^{4,5}
Hassan Quarouch⁴

¹ École nationale d'agriculture de Meknès
BP S/40
Route Haj Keddour
Meknès
Maroc
<elhassanea@aol.com>

² Faculté des lettres et des sciences
humaines Ain chock
Avenue 2-Mars
Casablanca
Maroc
<zakariaa.kadiri@gmail.com>

³ Centre de recherche, économie, société
et culture
École de gouvernance et d'économie
(CRESC-EGE)
Avenue Mohamed Ben Abdellah Regragui
Rabat 10112
Maroc

⁴ CIRAD/UMR G-Eau
73, rue Jean-François Breton
34398 Montpellier
France
<marcel.kuper@cirad.fr>
<hassan.quarouch@laposte.net>

⁵ Institut agronomique et vétérinaire Hassan II
Département eau, environnement,
infrastructures
Madinat Al Irfane
10101 Rabat
Maroc

Résumé

Au Maroc, les transformations du milieu rural et le manque d'opportunités de travail en milieu urbain incitent de plus en plus de jeunes diplômés, partis en ville, à retourner dans leurs villages d'origine pour y tenter un ancrage socioprofessionnel. Par l'analyse des trajectoires individuelles de jeunes diplômés de la région de Sefrou, nous montrons dans cet article comment ils s'approchent de l'État pour négocier la mise en place de projets agricoles collectifs. Les parcours de ces jeunes révèlent les voies possibles de leur insertion dans une dynamique économique et territoriale locale.

Mots clés : État ; jeunes ruraux diplômés ; Maroc ; politiques agricoles.

Thèmes : économie et développement rural ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire.

Abstract

Compromising with the State: young graduates engaging in farming projects in Morocco's Sefrou region

In Morocco, changes in rural areas and lack of work opportunities in the city are encouraging more and more young graduates to return to their villages to launch their careers. In this article we show how, based on their individual experience and know-how, these young people approach the state, which provided them with training, to negotiate the implementation of local development projects of economic interest. By managing these projects, these young graduates show how they can contribute to the development of their territories.

Key words: graduates; Morocco; public policies; State; rural young people.

Subjects: economy and rural development; territory, land use, agricultural and food production policy.

Cette étude porte sur des jeunes ruraux qui, après avoir obtenu leurs diplômes en ville, sont revenus à leurs villages d'origine pour y tenter une insertion socio-professionnelle en composant avec l'État. Au Maghreb, ce retour des jeunes surgit dans un contexte socio-politique et économique mouvant, marqué particulièrement

par les événements du « Printemps arabe ». Les études réalisées sur les jeunes du Maghreb montrent une prise de conscience collective particulièrement contestataire vis-à-vis du pouvoir (Hibou, 2011). En 2011, au Maroc par exemple, les jeunes en quête de travail et de libertés ont contesté les politiques publiques, notamment celles qui concernent leur insertion

Tirés à part : EH. Abdellaoui

doi : 10.1684/agr.2015.0792

Pour citer cet article : Abdellaoui EH, Kadiri Z, Kuper M, Quarouch H, 2015. Composer avec l'État : voies d'engagement des jeunes diplômés dans l'agriculture au Maroc. *Cah Agric* 24 : 356-362. doi : 10.1684/agr.2015.0792

professionnelle (Bennani Chraïbi et Jekhllaly, 2012). Cependant, bien que ces événements aient touché aussi l'espace rural, les études portant sur les jeunes se sont focalisées principalement sur les environnements citadins (*ibid.*) et peu d'analyses ont porté sur les jeunes ruraux.

L'enquête pionnière qui fut menée durant les années 1960 au Maroc auprès de 298 jeunes ruraux illustre à la fois l'intérêt ancien mais encore embryonnaire, des chercheurs pour cette catégorie sociale et montre également la faible prise en compte des jeunes ruraux diplômés dans ces études (Pascon et Bentahar, 1969). Cet intérêt limité pour les jeunes diplômés peut s'expliquer par le faible taux de scolarisation des ruraux à l'époque. Malgré la hausse de ce taux à partir des années 1980, l'intérêt de la recherche pour cette catégorie de jeunes ne s'est pas amélioré. Pourtant des enjeux forts émergent en termes d'insertion professionnelle des jeunes ruraux diplômés suite à leur migration croissante en ville à la recherche de formation et d'emplois (Zouaoui, 2006). En effet, cette migration grandissante ne s'est pas accompagnée, pour autant, d'une croissance des opportunités d'emploi dans les villes. Les possibilités d'insertion des jeunes diplômés se sont réduites, particulièrement dans le secteur public, comparativement à la période des « années glorieuses » de l'après Indépendance. Les revendications portées depuis une dizaine d'années par des collectifs de diplômés-chômeurs dans les principales villes marocaines n'ont que rarement débouché sur l'ouverture de postes dans la fonction publique. Tout cela a conduit les jeunes diplômés d'origine rurale à revenir au village. Ce « choix » est de plus renforcé par la forte limitation des possibilités d'immigration en Europe pour les jeunes (Chattou, 2015).

La problématique ainsi esquissée rencontre un certain écho avec des travaux récents dans d'autres pays où des systèmes éducatifs forment des jeunes mais avec peu de possibilités de recrutement dans un contexte où l'État ne recrute que peu et où le secteur privé ne prend pas toujours la relève, laissant plutôt la place au secteur informel (White, 2012). Toutefois, il y a peu de travaux sur les effets de l'éducation sur les ménages ruraux, à la

fois pour les activités agricoles et non agricoles (Yunez-Naude et Taylor, 2001). Nous posons l'hypothèse que les jeunes instruits de retour au village sont porteurs de nouveaux savoirs nourris par une expérience citadine qui leur permet de composer avec les institutions publiques. Dans cette perspective, nous étudierons de près plusieurs expériences de retour de jeunes ruraux diplômés, et nous analyserons leurs tentatives d'insertion socioprofessionnelle et leurs manières de composer avec les initiatives publiques.

Nous analysons le processus de négociation que les jeunes entreprennent avec l'État, après leur retour aux villages, afin de créer les conditions de leur insertion professionnelle dans le cadre des nouvelles politiques rurales et agricoles adoptées récemment par le Maroc. Il s'agit de la politique de développement agricole lancée en 2008 – le Plan Maroc Vert – et de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) lancée en 2005, qui ciblent toutes les deux le développement des territoires ruraux. Pour bénéficier de ces opportunités, les populations locales sont incitées à s'organiser autour de projets collectifs sous forme de coopératives ou d'associations de producteurs. Des travaux récents montrent que certains ruraux diplômés s'organisent en associations, montent des projets collectifs et négocient avec l'État pour mobiliser des fonds publics et se repositionnent ainsi socialement (Bono, 2012 ; Kadiri *et al.*, 2015). D'autres jeunes diplômés chômeurs se mobilisent auprès de l'État pour accéder à des terres domaniales dans la plaine du Saïss (Quarouch *et al.*, 2015).

Méthodologie et cas d'étude

Notre étude porte sur la catégorie de jeunes qui ont obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur en ville et qui sont de retour dans leurs villages d'origine. Cette catégorie se considère « jeune » et c'est ainsi qu'elle est qualifiée par la communauté locale, mais aussi par les institutions du développement local. Pour notre part, nous nous inscrivons dans une

conception qui considère la jeunesse comme une construction sociale au sens de Bourdieu (1984). Elle élargit par conséquent la considération, communément utilisée, des jeunes définis uniquement par leur âge. Cela justifie aussi la large tranche d'âge de nos enquêtés qui ont entre 24 et 45 ans. Issus de familles agricoles et rurales, la quasi-totalité de ces jeunes ont une connaissance pratique de l'agriculture car ils ont tous travaillé dans les exploitations familiales. Ils se caractérisent aussi par une bonne connaissance de la vie collective villageoise à travers leur forte implication dans les associations et coopératives locales. Notre analyse adopte un interactionnisme méthodologique que De Sardan (2001) appelle l'approche par l'enchevêtrement des logiques sociales. Notre étude se veut une analyse des croisements entre les logiques sociales de l'État à travers ses politiques publiques et celles des jeunes diplômés à travers leurs objectifs d'insertion sociale et professionnelle. Dans notre cas, l'interactionnisme se manifeste dans la mise en place de projets collectifs après le retour des jeunes diplômés aux villages et leur sollicitation par les institutions publiques, qui mobilisent à leur tour ces jeunes. Il s'agit d'une « entrée » dans la réalité sociale par les pratiques, d'un repérage des stratégies menées par les jeunes et de celles des agents de l'État en contact avec ces jeunes (Long et van der Ploeg, 1989).

L'article est basé sur une série de 15 entretiens exploratoires auprès des habitants de douars (villages) de la province de Séfrou à 40 km de la ville de Fès (Aroussi Bachiri *et al.*, 2015). Ces entretiens ont permis d'identifier deux expériences collectives portées par des jeunes diplômés :

- la coopérative des diplômés pour la valorisation des produits agricoles dans le douar Zaouiate Bougrine ;
- la coopérative agricole « Cofleg » pour la production d'endives à Immouzer.

À travers ces deux cas, nous avons voulu cerner des expériences concrètes d'insertion socioprofessionnelle de jeunes diplômés en milieu rural.

Des entretiens détaillés ont ensuite été menés auprès de huit représentants des institutions publiques locales dépendant de la Direction provinciale de l'agriculture (DPA) et des jeunes

porteurs des deux projets. Plusieurs rencontres ont été organisées avec ces acteurs sur leur lieu de résidence, dans leurs coopératives et sur les lieux d'exposition des produits locaux, entre 2012 et 2014. Pour chaque projet collectif, nous avons interviewé cinq à six personnes pour comprendre la genèse de leur projet, les difficultés rencontrées, les actions entreprises et les attentes des jeunes. Ces éléments visent à appréhender les stratégies d'insertion socio-professionnelles des jeunes diplômés ainsi qu'à analyser la rencontre entre les jeunes et l'État.

Résultats

Revenir au village : un choix réfléchi et des compétences mobilisées par les jeunes diplômés

Les jeunes diplômés enquêtés, actifs dans des projets agricoles, se détournent de la perspective d'un projet d'émigration. Un jeune de Zouiate Bougrine dit ainsi que, l'Europe n'est plus vue comme un *Eldorado* qui peut assurer une meilleure vie et offrir des conditions sociales confortables. Son témoignage montre la diversité des parcours et des projets : *« Je préfère gagner un morceau de pain chez moi, dans mon pays, à côté de mes parents plutôt que d'aller me faire dénigrer dans des pays comme l'Espagne ou la France qui sont eux-mêmes en crise (...). Chez nous, il y a beaucoup à faire et le Maroc change, il suffit de savoir ce qu'on veut faire et avec qui et tout viendra après grâce au travail et au sérieux »* (jeune de 29 ans, licencié en droit).

Les jeunes enquêtés portent aussi un regard critique sur les « révolutions arabes » qui ne sont pas toujours considérées comme un moteur de changement positif. Un jeune de 31 ans, licencié en psychologie, affirme que *« les révolutions arabes récentes n'ont rien apporté de positif. Elles ont accentué la misère et l'instabilité sociale. Le développement de l'économie et la justice sociale peuvent être portés par les jeunes en négociation avec l'État. Les maux du pays sont l'analphabétisme et la corruption. Mais*

il y a quand même des changements à ce niveau ! ».

Pourtant, le mouvement du « Printemps arabe » a montré à ces jeunes enquêtés l'importance de l'action collective dans la revendication de leurs droits. Il leur a permis d'espérer une amélioration de leurs conditions de vie qui passerait par l'action et l'initiative et non par l'attente des retombées éventuelles des politiques publiques. Le même jeune ajoute : *« Nous ne voulons pas être les mendiants de l'administration, nous voulons qu'elle soit notre partenaire, qu'elle croie en nous. Nous n'avons pas d'argent ni de terres, mais nous avons des idées... Nous avons travaillé avec nos parents sur l'exploitation agricole, certains parmi nous ont même tenté des hautes études... Nous voulons en découvrer avec une agriculture basardeuse qui donne juste à manger et s'habiller... L'État doit nous accompagner dans nos projets, nous aider à les financer et à évaluer avec nous les résultats. Je pense que l'État a intérêt à avoir les jeunes de son côté, sinon ils seront livrés à eux-mêmes et risqueraient de tomber dans la débauche »*.

À travers ces témoignages, les jeunes expriment une volonté d'évoluer vers une agriculture « moderne », différente de celle pratiquée par leurs parents. Ils sont conscients que leurs aspirations recoupent les orientations actuelles des politiques publiques qui visent la modernisation de l'agriculture. Cependant, la rencontre entre les objectifs des jeunes, dépourvus de moyens financiers pour réaliser leurs projets, et les programmes de développement régional de l'État, qui manquent d'ancrage local, peine pour le moment à se faire. Les jeunes diplômés tentent alors d'impulser un dialogue avec l'État par la mobilisation de compétences acquises essentiellement en ville, durant leur parcours universitaire.

Ces compétences portent sur le montage de coopératives, d'associations, de projets locaux, ainsi que sur la mobilisation d'un discours modernisateur de l'agriculture qui correspond à celui des agents de l'État. Le passage en ville a permis aux jeunes ruraux enquêtés d'en sortir avec des niveaux d'instruction plus ou moins élevés. La totalité des jeunes enquêtés ont le niveau du baccalauréat, d'autres ont une licence et certains se sont inscrits dans des cycles de masters ; un jeune a même

tenté de faire un doctorat. Leurs profils de formation sont à dominante scientifique et technique, mais des parcours littéraires existent aussi. La plupart ont acquis une expérience professionnelle dans le secteur agricole au sein de l'exploitation familiale, enrichie ensuite par le travail dans différents secteurs d'activité hors agriculture. La constante commune dans les trajectoires individuelles de ces jeunes réside dans le fait qu'ils ont tous quitté un moment leurs villages pour les études et ont tous tenté de décrocher un emploi durable en ville à la fin de leur cycle universitaire. À leur grand désarroi, la ville a été, pour la plupart de ces jeunes, synonyme d'emplois précaires et de dépréciation de la qualité de vie.

Nous présentons ci-dessous quelques éléments de la genèse de deux projets collectifs dans lesquels sont fortement impliqués les jeunes diplômés après leur retour au village. Ces projets illustrent la stratégie de redéploiement des jeunes dans le milieu rural à travers la mobilisation de leurs savoirs académiques et professionnels.

Deux projets collectifs menés par des jeunes diplômés

Projet de coopérative de séchage des prunes

Le projet se situe dans le douar Zaouiate Bougrine. Les jeunes diplômés de ce douar, une femme et six hommes, dont Ahmed (nom fictif, *encadré 1*), ont été en contact avec la Division des affaires sociales de la province (DAS), qui leur a proposé un projet d'élevage bovin et la création d'une école privée ; des activités qui leur paraissaient moins rentables que le séchage des prunes. Ils ont saisi l'opportunité du « Printemps arabe » pour contester localement ce projet afin de mettre en œuvre leur propre idée : *« on nous a proposé de créer une école, mais on trouvait que le séchage des prunes était plus rentable, nous étions prêts à nous mobiliser et contester la proposition »* nous affirme un jeune de la coopérative. Il a donc fallu changer de « guichet » et s'adresser cette fois-ci aux services décentralisés du ministère de l'Agriculture. Leur idée a eu le soutien d'un haut responsable de l'agriculture dans la province et ils ont saisi l'opportunité d'une visite du

Encadré 1
Ahmed, un jeune pluriactif

Ahmed est né en 1970 à Zaouiate Bougrine. Il a une licence en droit islamique obtenue à Fès, complétée par une formation agricole diplômante : « *J'ai appris beaucoup sur le statut juridique de la terre. Notre religion évoque beaucoup le sens de la terre, de l'eau, du travail et de la solidarité* ». Il évoque comment son instruction a amélioré sa communication avec les institutions publiques : « *Mon niveau d'instruction m'a permis d'élargir mes connaissances par la lecture des journaux locaux et la recherche d'informations sur internet. Cela m'a permis également de mieux faire connaissance avec les jeunes d'ici. Ainsi, ensemble on discute et on s'informe beaucoup sur les projets qui peuvent fonctionner, sur la manière de les monter et avec qui. On arrive facilement à discuter avec la commune, les responsables de l'agriculture et d'autres* ». En attendant de monter son projet agricole, Ahmed s'occupe de l'exploitation familiale parallèlement à une activité de réparation de télévisions et de paraboles suite à une formation à distance d'une durée de six mois. Cette association d'activités lui permet d'assurer un revenu tout « *juste suffisant pour vivre* ».

une comparaison avec d'autres secteurs d'activités. Ce qui témoigne d'un attachement à l'agriculture lorsqu'elle est potentiellement rentable. À noter aussi le rapport très fort à l'État, qui subventionne et exonère d'impôts leur projet agricole.

Projet de coopérative d'endives

Ce projet porte sur un produit agricole typique de Séfrou : les endives. La coopérative agricole « COFLEC » pour la production des fruits et légumes se situe dans la commune rurale montagnaise d'Immouzer et regroupe 16 adhérents, dont Aissam et six autres jeunes diplômés. Le parcours d'Aissam (encadré 2), reflète aussi le développement progressif du projet collectif. Le coût global du projet collectif est d'environ 75 000 €. Le projet a reçu la contribution financière de différents acteurs :

- la coopérative COFLEC avec 46 620 € en nature (temps de travail de ses membres) ;
- la DPA de Séfrou (suivi et encadrement) ;
- l'INDH avec 28 600 €.

Le projet consiste à s'approvisionner en semences, en fournitures d'emballage et de stockage, et à acheter des machines et des outils de travail pour la production et la commercialisation des endives.

L'endive a été introduite par des colons français qui ont trouvé dans cette région un climat favorable à sa culture en plein champ. Elle se fait hors sol depuis que les jeunes ont repris le projet. Les jeunes utilisent désormais la technique du forçage qui permet de faire pousser des plantes hors saison. Ils ont également innové en mettant les racines dans des bacs de forçage pour que l'endive ne soit pas salie par la terre. Le forçage se pratique dans des caves en location (400 €/an). Les jeunes visent à assurer la production d'endives tout au long de l'année pour être compétitifs par rapport aux producteurs français et approvisionner le marché même en contre-saison, ce qui nécessite une chambre froide avec une salle de forçage et donc un investissement conséquent. Les jeunes souhaitent avancer pas à pas. Ils vendent leur production au marché de gros de Casablanca et envisagent l'établissement de contrats avec les

ministre de l'Agriculture sur les lieux pendant la période « contestataire » de 2011 pour faire valoir leur idée de projet. Au final, ils ont réussi à mettre en pratique leur idée : la coopérative de séchage des prunes a vu le jour et a commencé à fonctionner à partir de septembre 2011.

Les jeunes ont mobilisé un bureau d'étude, la DAS de la Province de Séfrou et la Direction régionale de l'agriculture pour décrocher des financements publics d'environ 60 000 €, qui ont servi à la construction d'un local et à l'achat d'équipements de stockage, de séchage et de commercialisation. Enfin, un grand agriculteur de la région a offert 1 000 € à la coopérative pour encourager et soutenir cette initiative. Les jeunes ont acheté 100 tonnes de prunes fraîches auprès des agriculteurs de la région à 0,50 €/kg ; ils ont réussi à vendre 30 tonnes de prunes séchées à un prix de 2 €/kg, soit une marge brute de 10 000 €. Ils ont eu recours à un crédit de 15 000 € pour payer les prunes aux agriculteurs. Cette initiative a été jugée positivement par les institutions et la population locale. En 2013, un projet d'extension de l'unité de séchage a été financé dans le cadre du Plan Maroc Vert, pour un coût total d'environ 200 000 €.

Le projet a rencontré plusieurs obstacles avant et pendant sa mise en œuvre. La constitution du dossier a nécessité des démarches administratives longues. Il a fallu de surcroît gagner la confiance des institutions publiques pour financer le projet. Au-delà de ces difficultés, les jeunes

restent optimistes dans leur démarche de projet collectif : « *c'est un bon projet qui va assurer un futur meilleur* » ; « *le fait de dépasser certains obstacles est en soi une réussite* » ; « *le fait de convaincre une autre institution de financer notre projet est une grande réussite, d'autant plus que la coopérative va entraîner des répercussions positives pour les agriculteurs de la région* » (entretiens réalisés avec les membres de la coopérative en 2014). Les jeunes confirment un changement de perception vis-à-vis de leur pratique de l'agriculture. Ils définissent leur agriculture comme étant moderne et génératrice de profits. Pour eux, l'agriculture des parents, traditionnelle et peu rentable, ne permet pas de produire suffisamment de richesses. Ils considèrent que l'agriculture doit permettre aujourd'hui de :

- « *travailler, mais aussi profiter du temps libre grâce à une agriculture rentable, surtout quand elle est irriguée par le goutte à goutte. Si on prend le cas des prunes, on a toujours une marge de gain, surtout depuis que les agriculteurs peuvent installer des filets contre la grêle* » ;
- « *gagner plus d'autonomie. On produit et on vend pour avoir notre propre revenu, et pour avoir les mêmes opportunités que dans d'autres secteurs. D'ailleurs, on en a même plus, car le secteur agricole est le plus subventionné par l'État et il est exonéré d'impôts* ».

Cette perception valorisante d'une agriculture irriguée et modernisée autorise les jeunes enquêtés à faire

Encadré 2

Aissam, un leader qui s'est construit progressivement

Aissam est un jeune de 34 ans qui a obtenu un diplôme de technicien en machinisme agricole. Il a pratiqué l'agriculture dans la région et a fait deux ans d'études à la faculté de Fès à 40 km de son village. Il a cherché à démarrer un projet pour produire et commercialiser des endives depuis 2006. Il s'est associé à un ami pour proposer son projet au programme étatique *Moukawalati* (« mon entreprise »), qui vise à lutter contre le chômage et encourager la création d'entreprises ou la pérennisation de celles déjà créées. Mais il n'a pas pu obtenir les 3 000 € qu'il espérait de ce programme à cause de problèmes de garanties bancaires. Son esprit entrepreneurial l'a amené à participer en 2007 à l'émission télévisée « Challenger » qui récompense les projets gagnants, mais il n'a pas obtenu le premier prix.

Entre temps, il a dû exercer une activité commerciale pour vivre. En 2009, il a créé la « coopérative d'endives » avec 15 autres adhérents. Avant 2009, il était déjà membre d'une association de jeunes diplômés chômeurs et a bénéficié d'une journée de sensibilisation sur le travail associatif. Ce vécu associatif a facilité la concrétisation du projet coopératif. Il en est devenu le président. Il montre ainsi que son savoir-faire et ses compétences le rendent crédible pour gérer ce projet collectif : « À mes compétences techniques s'ajoutent mes compétences relationnelles avec l'administration et les membres de la coopérative ».

grandes surfaces et les hôtels qui offrent des prix plus élevés.

L'accès des jeunes aux financements publics est conditionné par l'existence d'un groupement de producteurs et par le montage d'un projet, ce qui demande des capacités spécifiques. La Direction de l'agriculture de Séfrou a aidé à la création de la coopérative d'endives. Les jeunes, disposant désormais d'une coopérative, proposent d'autres idées de projets à l'administration. Le croisement entre la logique des jeunes et la logique de l'administration se manifeste maintenant à travers des négociations, des saisies d'opportunités et la mise en œuvre de projets. Les jeunes de la coopérative ont par exemple bénéficié du Plan Maroc Vert pour acheter plusieurs équipements d'emballage. Ils comptent bénéficier aussi d'une deuxième tranche de financement pour la construction de leur propre chambre froide. Ils ont acheté, avec l'aide de l'INDH, 36 bacs de forçage où ils déposent les racines pour faire pousser les endives, ainsi que d'autres équipements. Nous sommes en présence d'un projet économique collectif qui évolue et s'ancre localement, nécessitant des interactions fréquentes entre l'administration détentrice des fonds et les jeunes porteurs de projets collectifs.

Ces cas montrent que certains jeunes diplômés envisagent leurs projets collectifs comme un projet de vie stable et durable dans leurs villages.

Ils sont encouragés, d'une part, par les transformations structurelles et sociales qui se sont opérées dans leurs villages depuis une dizaine d'années (infrastructures routières, communication, installation de nouvelles institutions...) et, d'autre part, par les opportunités offertes par l'État dans le cadre de sa politique de lutte contre la pauvreté et de modernisation de l'agriculture.

Le regard de l'État changerait-il aussi ?

Si certains agents de l'État ont conscience que les politiques de développement agricole n'ont pas de programmes particuliers à l'attention des jeunes, nos entretiens au sein des institutions publiques montrent qu'il émerge une attention particulière envers les jeunes diplômés. Un haut responsable de l'agriculture de la région se fait l'écho de ce constat et indique que l'État, qui a investi dans la formation de ces jeunes, gagnerait à intégrer cette ressource. Il considère qu'il est essentiel d'œuvrer à l'intégration de ces jeunes comme moteurs du développement de leur territoire : « Ces jeunes sont porteurs d'un savoir et d'une ambition de servir leur région d'origine. Certains sont actifs dans les associations locales, d'autres en milieu professionnel avec leurs

parents. Le plan Maroc Vert pourrait s'appuyer sur ces ressources par leur implication dans les prestations de service et l'accompagnement des producteurs » (Sebgui, 2014).

Par ailleurs, même si les actions concrètes menées par les institutions publiques envers les jeunes sont loin d'être généralisées, le discours de certains cadres de l'administration agricole renvoie à une considération plus générale de l'État autour de la participation citoyenne au développement (Bono, 2010) : « Ces jeunes ont des savoirs et savoir-faire, il faut que les pouvoirs publics les motivent, les valorisent et les accompagnent matériellement et pédagogiquement selon une démarche participative effective sur des projets individuels et/ou collectifs à visée économique ou sociale conformes aux intérêts de la communauté, mais s'inscrivant aussi dans la politique publique du développement du territoire. C'est ainsi qu'on peut créer de bons citoyens, garantissant la paix sociale et le développement durable. La modernisation de l'agriculture et la bonne gouvernance du territoire doivent prendre en compte le dynamisme des jeunes ruraux, surtout quand c'est l'État qui a investi dans leur formation ! » (entretien réalisé avec un responsable agricole à l'échelle locale en 2014).

Nos entretiens auprès de quelques responsables agricoles témoignent d'une prise de conscience grandissante au sein de l'administration marocaine quant au rôle que peuvent jouer les jeunes, porteurs de nouvelles compétences, dans le développement agricole et du territoire. Ce discours montre une transformation possible de la relation entre le citoyen et l'administration publique, où les opportunités qu'offre la présence des jeunes diplômés en milieu rural sont saisies aussi bien par l'État que par les jeunes.

Discussion et conclusion

Ressources nouvelles et projections d'avenir

Nous sommes en présence de jeunes ruraux diplômés, qui s'organisent professionnellement par le montage de projets collectifs tels que la coopérative de production d'endives et

celle de collecte et de séchage de prunes. Leur dynamique socio-économique signifie que ces jeunes perçoivent l'activité agricole comme un moyen d'insertion professionnelle qui ouvre la voie à une bonne qualité de vie et à des perspectives d'avenir prometteuses, meilleures que celles qu'ils auraient pu espérer en ville. Cela permet d'actualiser les conclusions de Pascon et Bentahar (1969) qui donnaient une vision des jeunes ruraux peu intéressés par la vie rurale et peu portés sur une dynamique de changement de leurs conditions de vie : « *Nous n'avons jamais observé que des jeunes proposaient des solutions, échafaudaient des propositions constructives, envisageaient de créer ou d'exploiter quelque chose qui ne l'était pas* ».

La campagne n'est plus rejetée massivement aujourd'hui par les jeunes, elle peut au contraire constituer un lieu de valorisation et d'émancipation de leurs savoirs et savoir-faire. Ils y trouvent avec l'État, une « sphère d'entente » qui renvoie à un croisement d'intérêts et d'opportunités. Toutefois, dire cela ne doit pas occulter les luttes de pouvoir entre ces jeunes et les notables autour de la gestion des affaires publiques locales. Les jeunes ont encore des difficultés à occuper des postes de gestion des affaires publiques au niveau de la commune, alors que leurs capacités de gestion technique et économique se manifestent davantage au niveau des associations et coopératives (Kadiri *et al.*, 2015). Les différentes trajectoires individuelles témoignent toutes, malgré leur hétérogénéité, d'une jeunesse en quête de valorisation de ses compétences.

Le retour des jeunes : négociation ou récupération par les politiques publiques ?

Dans un contexte de vieillissement des chefs d'exploitation agricole et une régression de la sphère d'influence « des notables traditionnels » (Kadiri *et al.*, 2015), les instances publiques tendent à composer avec les jeunes ruraux, en particulier ceux avec lesquels elles ont une certaine proximité relationnelle et intellectuelle. Les pouvoirs publics se montrent conscients de la nécessité d'intégrer les jeunes

ruraux, les plus instruits en particulier, dans le développement local. Cette préoccupation cache en elle une autre intention visant à contenir, voire à contrôler cette jeunesse potentiellement contestataire (Quarouch *et al.*, 2015). Cela donne à cette catégorie de jeunes un statut privilégié qui leur permet de mieux négocier leur implication dans les activités de production et de la gestion des affaires locales. Nos questionnements rejoignent ceux posés dans la littérature internationale qui soulève un enjeu croissant non seulement pour l'accès aux ressources locales, mais aussi pour les systèmes de pouvoir villageois après ce retour « insoupçonné » des jeunes diplômés au village (Chauveau, 2005).

Les nouvelles politiques agricoles, menées dans le cadre du Plan Maroc Vert, mettent en avant la modernisation de l'agriculture où l'exploitation est perçue comme une entreprise et l'agriculteur comme un chef d'entreprise, un entrepreneur (Akesbi, 2011). Le recours de l'État à des jeunes diplômés, capables de naviguer dans les méandres administratifs et techniques d'une agriculture moderne, peut aussi être interprété comme un phénomène d'entropie où l'État cherche continuellement à se positionner dans une société rurale en transition (Amand *et al.*, 2015). De fait, l'extension de la logique économique dans toutes les sphères de la société s'accompagne d'une bureaucratisation où se croisent – dans notre cas – jeunes ruraux diplômés et administrations publiques (Hibou, 2012). Si des projets portés par des jeunes diplômés existent et semblent fonctionnels, nous nous interrogeons sur les critères de choix qui font que l'État soutient plus facilement une catégorie de jeunes, instruits, et pas d'autres catégories. Nous pensons que ce choix est à relier avec le fait que l'État reconnaît en eux le modèle d'une agriculture qu'il souhaite promouvoir. Privilégier un réseau d'agriculteurs diplômés capables de comprendre les logiques d'une agriculture de marché, peut être ainsi une bonne stratégie pour promouvoir le modèle agricole souhaité par l'État. Cependant, cette relation positive qu'entretient l'État avec les jeunes ruraux diplômés dans son projet modernisateur de l'agriculture au niveau du territoire, ne risque-t-elle pas de

compromettre la durabilité du développement économique et social que l'État affiche dans sa stratégie officielle ? Que deviennent les autres jeunes qui sont peu instruits, qui n'ont pas ce pouvoir de négociation avec l'État et qui sont mis à l'écart des rapports directs avec les administrations publiques ? Ne serait-il pas opportun de concevoir des systèmes de formation spécifiques pour les jeunes non diplômés, afin d'améliorer leurs capacités d'insertion professionnelle et sociale, à l'instar des jeunes instruits et diplômés ? ■

Remerciement

Les auteurs remercient le projet JEAI DAIMA pour son appui et pour les échanges scientifiques qui ont eu lieu au sein de son équipe.

Références

- Akesbi N, 2011. Le Plan Maroc Vert : une analyse critique. *Questions d'Économie Marocaine*: 9-48.
- Amand R, Corbin S, Cordellier M, Deléage E, 2015. Les agriculteurs face à la question énergétique: mythe de la transition et inertie du changement. *Sociologie S*.
- Aroussi Bachiri N, Faysse N, Abdellaoui E, Sebgui M, 2015. Le retour des jeunes diplômés en zone rurale au Maroc : quelles interactions entre trajectoires individuelles et projets collectifs ? Maroc. *Alternatives Rurales, Hors série Jeunes Ruraux*: 37-46.
- Bennani Chraïbi M, Jekhllaly M, 2012. La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca. *Revue Française de Sciences Politiques* 62:867-94.
- Bono I, 2010. *Le phénomène participatif au Maroc à travers ses styles d'action et ses normes*. Les études du CERI, n° 166.
- Bono I, 2012. « L'INDH n'achète que des vaches ! » Mobilisation de ressources et notabilité à l'épreuve du développement au Maroc. In: Abu-Sada C, Challand B (dir.). *Le développement, une affaire d'ONG ? Associations, États et bailleurs dans le monde arabe*. Paris : Karthala.
- Bourdieu P, 1984. La jeunesse n'est qu'un mot. In: *Questions de sociologie*. Paris: Éditions de Minuit. 143-154.
- Chattou Z, 2015. Regards critiques des jeunes marocains sur leur place dans la vie politique nationale et les mobilités vers l'Europe. *Alternatives Rurales, Hors série Jeunes Ruraux*; 47-56.
- Chauveau JP, 2005. Les rapports entre générations ont une histoire. Accès à la terre et gouvernabilité locale en pays gban (Côte d'Ivoire). *Afrique Contemporaine* 214:59-83.
- Hibou B, 2011. *Le mouvement du 20 février. Le Makhzen et l'antipolitique. L'impasse des réformes au Maroc*. Paris: CERIScience Po.

Hibou B, 2012. *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*. Paris: La Découverte.

Kadiri Z, Tozy M, Mahdi M, 2015. Jeunes *fellahs* en quête de leadership au Maroc. *Cahiers Agriculture* 24:428-34. doi: 10.1684/agr.2015.0783

Long N, van der Ploeg J, 1989. Demythologizing planned intervention: an actor perspective. *Sociologia Ruralis*. (Val. XXIX - ¾).

Olivier De Sardan JP, 2001. Les trois approches en anthropologie du développement. *Tiers-Monde* 42:729-54.

Pascon P, Bentahar M, 1969. Ce que disent 298 jeunes ruraux. *Bulletin Économique et Social au Maroc* 31:1-143.

Quarouch H, Lejars C, Kuper M, 2015. Recevoir et rendre la parole aux institutions. De jeunes agriculteurs à l'épreuve d'une complexification de l'agriculture (Saïss - Maroc). *Cahiers Agriculture* 24:349-55. doi: 10.1684/agr.2015.0782

Sebgui M, 2014. Points de vue et témoignages, Projets Pilier II : une dynamique à soutenir. Cas de la région Fès Boulemane. *Alternatives Rurales* 1:84-94.

White B, 2012. Agriculture and the generation problem: rural youth, employment and the future of farming. *IDS Bulletin* 43:9-19.

Yunez-Naude A, Taylor JE, 2001. The determinants of nonfarm activities and incomes of rural households in Mexico, with emphasis on education. *World Development* 29:561-72.

Zouaoui M, 2006. *L'enseignement supérieur depuis l'Indépendance. La dégradation de la qualité était-elle inéluctable ?* Rapport de Cinquante ans de Développement Humain au Maroc. Maroc : Centre National de Documentation : 159-95.